UN TEXTE IMPORTANT POUR LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE : LE DÉCRET DU 19 NOVEMBRE 1977 (1)

Le *Journal officiel* du 22 novembre 1977 (2) a publié un décret relatif à l'organisation et au régime financier de la Bibliothèque Nationale. Ce décret est important à plusieurs titres : il met à jour toute une série de dispositions administratives et financières ; il définit les missions de l'établissement ; il lui donne un nouveau conseil d'administration et le dote d'un conseil scientifique.

Les plus récents textes généraux relatifs à la Bibliothèque Nationale remontaient à 1927. La loi de finances du 29 avril 1926 accordait à l'établissement la personnalité civile et lui attribuait un budget de matériel autonome. Le décret-loi du 28 décembre 1926, ratifié par la loi du 20 décembre 1927, instituait la Réunion des bibliothèques nationales de Paris (3).

Mais de nombreuses modifications survinrent au cours des années suivantes. La Réunion des bibliothèques nationales, notamment, fut amputée successivement de la bibliothèque Sainte-Geneviève, de la bibliothèque et musée de la Guerre (aujourd'hui bibliothèque de Documentation internationale contemporaine, à Nanterre), de la bibliothèque Mazarine. En revanche, la bibliothèque de l'Opéra et la bibliothèque du Conservatoire National de Musique étaient rattachées à la Bibliothèque Nationale, à qui fut confiée aussi la gestion de la Phonothèque Nationale, créée en 1938.

Le nouveau décret définit la Bibliothèque Nationale comme un établissement public national à caractère administratif, doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière. La Réunion des bibliothèques nationales de Paris disparaît. La Bibliothèque de l' Arsenal et la Phonothèque Nationale deviennent des départements de la Bibliothèque Nationale, les bibliothèques de l'Opéra et du Conservatoire sont désormais des services du département de la Musique de la Bibliothèque Nationale. Cette nouvelle organisation traduit de façon simple et logique la situation qui existait de fait depuis plusieurs années.

L'article 3 du décret définit les missions de la Bibliothèque Nationale :

« La Bibliothèque Nationale est le centre national chargé de collecter, de cataloguer, de conserver en permanence et d'exploiter les documents soumis au dépôt légal.

Elle rassemble des collections de manuscrits, de monnaies et médailles, de documents rares et précieux qui présentent un intérêt national et dont elle dresse le catalogue.

Elle réunit tous documents spécialisés liés au développement et à l'exploitation de ses collections.

Elle constitue des collections étrangères d'imprimés, de manuscrits, de monnaies et médailles, d'estampes, de photographies, de cartes et plans, de musique, d'œuvres sonores et audiovisuelles ; elle en tient le catalogue.

Elle conserve les publications officielles étrangères acquises en application des accords d'échanges internationaux de publications officielles.

La Bibliothèque Nationale conduit des recherches dans le domaine des sciences humaines et sociales. Un conseil scientifique de la Bibliothèque Nationale donne son avis sur les orientations et les thèmes de ces recherches. »

Le premier paragraphe de ce texte concerne le dépôt légal : sa création remonte à François I^{er}, qui l'institua en 1537 par l'ordonnance de Montpellier. Le principal texte de référence est aujourd'hui la loi du 21 juin 1943 : « Les imprimés de toute nature (livres, périodiques, brochures, estampes, gravures, cartes postales illustrées, affiches, cartes de géographie et autres), les œuvres musicales, photographiques, cinématographiques, phonographiques, mises publiquement en vente, en distribution ou en location ou cédées pour la reproduction, sont soumis à la formalité du dépôt légal ». La Bibliothèque Nationale, du fait du dépôt légal, reçoit la totalité de la production imprimée française, quel qu'en soit le support : elle a pour mission fondamentale d'une part d'assurer la conservation indéfinie de cette production, d'autre part de la faire connaître : elle publie à cette fin, de façon très régulière (chaque semaine pour les livres), la *Bibliographie de la France*, ainsi que de grands catalogues, justement renommés.

Le second paragraphe de l'article 3 du décret mentionne notamment les collections de manuscrits de la Bibliothèque Nationale, qui, on le sait, possède la plus belle série au monde de manuscrits grecs et latins, de manuscrits du Moyen Age, et recueille le plus grand nombre possible de manuscrits modernes et contemporains. L'étude de l'œuvre imprimée est, en effet, dans beaucoup de cas, enrichie par l'examen du manuscrit de l'auteur, avec toutes les ébauches et tous les repentirs qu'il fait connaître, si bien que la vocation de la Bibliothèque Nationale à conserver à la fois l'œuvre définitive et les travaux préparatoires que sont les manuscrits n'a cessé de s'affirmer et de s'élargir.

Les deux derniers paragraphes de l'article 3 ont une particulière importance, car ils confient à la Bibliothèque Nationale deux missions nouvelles. L'établissement est chargé tout d'abord de la gestion des centres techniques de coopération entre bibliothèques définis par arrêté du Ministre des Universités. Ces centres sont actuellement au nombre de cinq : le Centre bibliographique national, le Centre national des échanges, le Centre national de prêt, le Centre national du livre ancien et des documents rares et précieux des bibliothèques, le Centre national de restauration et de reliure. Trois d'entre eux : le Centre bibliographique, le Centre des échanges et le Centre du livre ancien existent déjà et fonctionnent. Les deux autres : le Centre de prêt et le Centre de restauration, seront bientôt mis en place. Ces centres sont destinés à travailler au profit de l'ensemble des bibliothèques, notamment dans le domaine de la documentation et de l'information, mais aussi pour tout ce qui concerne la maintenance des collections.

La Bibliothèque Nationale, d'autre part, reçoit par le dernier paragraphe de l'article 3, le statut d'établissement de recherche. Certes, des activités de recherche ont toujours été conduites par des conservateurs de la Bibliothèque Nationale. Mais il s'agissait dans la plupart des cas de recherches individuelles, reposant sur une seule personne, et en conséquence relativement fragiles et difficiles à mener à leur terme. Désormais l'aide de la mission de la recherche du Ministère des Universités, du C.N.R.S. et de la D.G.R.S.T. (Délégation générale à la recherche scientifique et technique) permet, grâce à des subventions spéciales, de constituer des équipes composées de conservateurs de la Bibliothèque Nationale, d'universitaires et de chercheurs du C.N.R.S., qui s'associent pour exploiter les fonds des différents départements, depuis les documents sur les langages locaux que possède la Phonothèque, jusqu'aux dossiers des *Hommes de Bonne Volonté* de Jules Romains (4). En même temps, des liens étroits ont été établis avec le Groupement des textes modernes du C.N.R.S. et l'une des parties constituantes de ce Groupement, le Centre d'analyse des manuscrits modernes.

Le décret donne en outre à la Bibliothèque Nationale un nouveau conseil d'administration et crée un conseil scientifique.

Le nouveau conseil d'administration comprend vingt-huit membres : huit membres de droit (le directeur du budget ou son représentant ; le délégué général à la recherche scientifique et technique ; le directeur du livre ; le directeur des archives ; le directeur des affaires générales et financières du Ministère des Universités ; le directeur des enseignements supérieurs ; le chef du service des bibliothèques ; le directeur de l'Ecole

des chartes); dix-sept membres désignés par arrêté du Ministre des Universités (un député ; un sénateur ; un membre du Conseil de Paris ; un membre du Conseil d'Etat ; un membre de la Cour des Comptes ; un président d'une des Universités parisiennes ; un inspecteur général des bibliothèques ; un conservateur en chef de bibliothèque interuniversitaire ou universitaire ; un conservateur en chef de bibliothèque municipale classée ; trois personnalités choisies en raison de leur compétence et de la nature de leurs activités ; un représentant de chacune des cinq classes de l'Institut) ; et enfin trois représentants élus du personnel. L'administrateur général, ordonnateur du budget de l'établissement, assiste au Conseil avec voix consultative, comme aussi, notamment, le contrôleur financier et l'agent comptable.

Le conseil scientifique est chargé de donner son avis sur les orientations et les thèmes des recherches conduites par la Bibliothèque Nationale. Il est consulté également sur les moyens de leur réalisation. Il se compose de dix-neuf membres ; quatorze d'entre eux représentent l'Institut, le Collège de France, l'Université et les Grands Etablissements.

Telles sont les dispositions les plus notables de ce décret, qui, on le voit, marque une date importante dans l'histoire de la Bibliothèque Nationale.

GEORGES LE RIDER
*Administrateur général
de la Bibliothèque Nationale.*

(1) Monsieur Le Rider a bien voulu nous autoriser à publier dans ce Bulletin le texte qu'il avait rédigé pour le **Bulletin de la Bibliothèque Nationale**, numéro 1, mars 1978, pp. 3-5, et nous l'en remercions vivement.

(2) Le texte complet du décret numéro 77-1274 du 19 novembre 1977 relatif à l'organisation et au régime financier de la Bibliothèque Nationale, publié au **Journal officiel** du 22 novembre 1977, a paru in-extenso dans le **Bulletin des Bibliothèques de France**, t. 23, n° 1, 1978, p. 51-63.

(3) Cette Réunion était composée de la Bibliothèque Nationale, de la bibliothèque de l'Arsenal, de la bibliothèque Mazarine, de la bibliothèque Sainte-Geneviève, de la bibliothèque et musée de la Guerre.

(4) La donation de Madame Lise Jules-Romains a fait entrer en 1977 à la Bibliothèque Nationale la plus grande partie des manuscrits et des dossiers de travail de Jules Romains.